IUCN

FICHE PAYS

NIGER

AFRICAN WILDLIFE INITIATIVE

SOS KEEP NATURE STANDING IUCN

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

L'UICN remercie ses partenaires cadre pour leur précieux support et tout particulièrement : le ministère des Affaires étrangères du Danemark ; le ministère des Affaires étrangères de la Finlande ; le gouvernement français et l'Agence française de développement (AFD) ; le ministère de l'Environnement de la République de Corée ; le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement du Grand-Duché de Luxembourg ; l'Agence norvégienne de développement et de coopération (Norad) ; l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) ; la Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC) ; et le département d'État des États-Unis d'Amérique.

Le présent ouvrage a pu être publié grâce au cofinancement de l'Union européenne.

Publié par : UICN, Gland, Suisse

Produit par : Équipe Mesures de conservation des espèces de l'UICN

Droits d'auteur : © 2025 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cet ouvrage à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du (des) détenteur(s) des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La production de cet ouvrage à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Citation recommandée : UICN (2025). *Fiche pays* : *Niger*, African Wildlife Initiative. UICN.

Photo couverture : © COGEZOH

Mise en page : Lucy Peers

CONTENTS

RÉSUMÉ 4

1 L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE DE L'UICN : INTENSIFICATION DES MESURES DE CONSERVATION POUR LES ESPÈCES MENACÉES 7

2 CAP SUR LE NIGER 10

3 L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE SUR LE TERRAIN : MESURES MISES EN PLACE AU NIGER 12

3.1 Préservation de la dernière population sauvage d'addax au monde 12

3.2 Projet de sécurisation de l'habitat des proies des grands carnivores dans le parc national du W 14

3.3 Planification pour sauver les derniers addax sauvages 16

3.4 Sauvetage de la dernière girafe du Niger : augmentation de la conservation, de la gestion et de la répartition en appui de la Stratégie nationale du Niger 18

3.5 Appui à la conservation des dernières populations de girafe du Niger et de leur habitat dans les communautés rurales de Harikanassou et de Kouré 20

3.6 Inversion du déclin de la faune saharienne menacée dans la réserve naturelle nationale de l'Aïr et du Ténéré 22

4 ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES MESURES DE CONSERVATION MENÉES AU NIGER 25

4.1 Approches communautaires dans les zones de conflit 25

4.2 Un engagement à long terme améliore les résultats de la conservation 26

4.3 La gestion adaptative est critique dans les environnements imprévisibles 26

4.4 Fournir des moyens d'existence de substitution réduit les conflits homme-faune 27

4.5 Une collaboration multipartite renforce l'impact de la conservation 27

4.6 Surveillance continue et collecte des données pour la réussite de la conservation 28

5 RECOMMANDATIONS POUR LES FUTURS EFFORTS DE CONSERVATION DES ESPÈCES 29

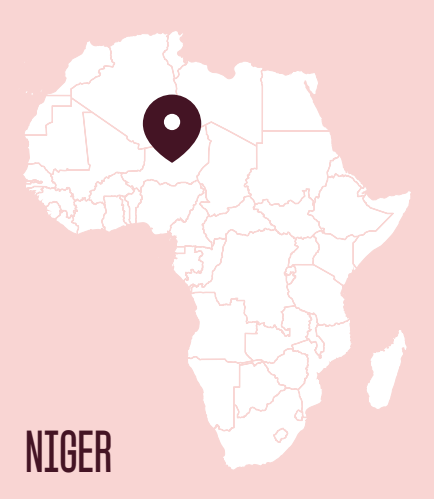
6 CONCLUSION 30

RÉSUMÉ

Le Niger compte un patrimoine naturel exceptionnel et divers. Il abrite plusieurs espèces sahariennes menacées emblématiques comme l'addax (*Addax nasomaculatus*), la girafe du Niger (*Giraffa camelopardalis peralta*), la gazelle dorcas (*Gazella dorcas*), le mouflon à manchettes (*Ammotragus lervia*) et la gazelle dama (*Nanger dama*). Ces espèces jouent des rôles écologiques cruciaux et sont des symboles vitaux de la biodiversité du pays. Toutefois, la biodiversité du Niger subit une pression de plus en plus marquée, les déclins de population atteignant des niveaux critiques en raison d'une combinaison de problèmes écologiques, socio-économiques et sécuritaires.

L'une des principales préoccupations est la dégradation de l'habitat qui demeure un facteur majeur de perte de la biodiversité au Niger. Le surpâturage du bétail, la déforestation généralisée à des fins de collecte de bois de feu et d'agriculture ainsi que les pratiques d'utilisation des sols non durables réduisent les habitats convenables et fragmentent les populations d'espèces sauvages. L'expansion des établissements humains, de l'exploitation minière et des frontières agricoles empiète sur les régions auparavant intactes, ce qui laisse la faune avec des espaces qui se réduisent pour survivre et prospérer. À cela s'ajoutent le braconnage et la chasse illicite. Les espèces sont chassées pour la viande de brousse, une utilisation traditionnelle ou le commerce illicite des espèces sauvages, ce qui sape les efforts de récupération de la population. Les conflits homme-faune se sont également intensifiés, en particulier dans les zones où les grands carnivores ou herbivores interagissent avec les communautés rurales sur des ressources en eau et en pâturage limitées. De telles interactions se soldent souvent par des espèces sauvages tuées en représailles, en particulier lorsque les moyens d'existence sont menacés. L'aggravation de ces défis écologiques pose des problèmes de sécurité persistants dans plusieurs parties du pays. L'instabilité politique et la présence de groupes extrémistes limitent l'accès aux aires de conservation critiques, mettent en danger les équipes de terrain et obstruent la mise en œuvre et la surveillance continue des programmes de conservation. Ces risques sont à l'origine de lacunes importantes en matière d'application de la loi et de surveillance, ce qui permet à des activités illicites de se dérouler sans contrôle dans certains des écosystèmes les plus sensibles du Niger.

En réponse à ces défis, l'initiative SOS Africa Wildlife créée par SOS (Save Our Species, Sauvons nos espèces) de l'UICN a financé et mis en œuvre **six projets de conservation** au Niger, qui portent sur la reconstitution des espèces, la protection de l'habitat et l'engagement communautaire. Un domaine d'intervention majeur a été la conservation de l'addax dans la réserve naturelle nationale de Termit et Tin-Toumma. Cet effort a consisté à stabiliser et à suivre les populations grâce à des programmes de suivi communautaires et des mesures de surveillance territoriale.



« La biodiversité du Niger subit une pression de plus en plus marquée, les déclins de population atteignant des niveaux critiques en raison d'une combinaison de problèmes écologiques, socio-économiques et sécuritaires. »

De même, la conservation des girafes a été une priorité, s'articulant autour d'initiatives dont l'objectif est d'accroître la population de girafes du Niger. Ces efforts ont prévu des programmes de transfert, une surveillance continue, des campagnes éducatives et des initiatives de sensibilisation de la communauté, parallèlement à la restauration de l'habitat pour garantir la survie à long terme de l'espèce.

Afin de régler le problème des conflits homme-faune, les projets financés par l'initiative SOS Africa Wildlife de l'UICN ont joué un rôle crucial dans l'atténuation des conflits entre les communautés et les grands carnivores autour du parc national du W. Grâce à un engagement communautaire actif, à des programmes qui offrent des moyens d'existence de substitution et aux stratégies d'atténuation des conflits, ces projets ont contribué à favoriser la coexistence entre la population et la faune. Par ailleurs, les mesures visant à améliorer le statut de la gazelle Dorcas, du mouflon à manchettes et de la gazelle dama dans la réserve naturelle nationale de l'Aïr et du Ténéré ont bénéficié d'un appui. Cette initiative comprend un renforcement des compétences, la participation des communautés et des avancées technologiques afin d'améliorer les résultats en matière de conservation.

Afin de soutenir et d'améliorer ces efforts de conservation, plusieurs mesures stratégiques ont été recommandées, à savoir :

- Autonomiser les communautés locales en tant que gardiens de la biodiversité en améliorant leur participation au processus décisionnel, à la gestion et au partage des bénéfices. Il faut que les initiatives investissent dans de la formation, équipent les réseaux de gardes forestiers locaux et encouragent les aires de conservation communautaires qui trouvent un équilibre entre les objectifs écologiques et les besoins socio-économiques.

- Collaborer avec les autorités nationales, les dirigeants locaux et les partenaires internationaux afin d'établir des protocoles pour les travaux de conservation dans les zones à haut risque. Cela pourrait impliquer d'offrir des formations à la sécurité au personnel de terrain, de mettre au point des outils de surveillance continue à distance et de créer des plans de prévoyance pour la gestion des aires protégées pendant les périodes d'instabilité.

- Adopter et favoriser l'utilisation à grande échelle d'outils comme l'équipement télémétrique GPS, la surveillance par drone, la technologie SMART (Spatial Monitoring and Reporting Tool, pour outil de reporting et surveillance spatiale) et les pièges photographiques pour surveiller les mouvements des espèces, détecter les activités illicites et éclairer la gestion adaptative en temps réel.

- Introduire et étendre les activités génératrices de revenus de substitution, comme l'écotourisme, l'apiculture, l'artisanat et l'agriculture durable, afin de réduire la dépendance aux ressources naturelles. Favoriser l'accès au marché, la microfinance et le développement des compétences pour garantir la viabilité économique de ces moyens d'existence.

- Établir des cadres normalisés pour suivre les avancées en matière de conservation, évaluer les impacts écologiques et sociaux et permettre une gestion adaptative. Ainsi, les stratégies de conservation tiendront compte des défis émergents et resteront ancrées dans le processus décisionnel fondé sur des preuves.
- Renforcer la collaboration entre les agences gouvernementales, les ONG, les instituts de recherche, les communautés locales et les organisations internationales. De solides partenariats aident à tirer parti des ressources, à développer les compétences techniques et à garantir un soutien institutionnel et financier à long terme des efforts de conservation.
- Accorder la priorité à la mise en œuvre de cadres stratégiques comme *la Stratégie Nationale et le plan d'action pour la conservation durables des Girafes du Niger*. L'alignement avec les priorités nationales garantit la cohérence, la légitimité ainsi que la continuité de l'appui à la politique et au financement.

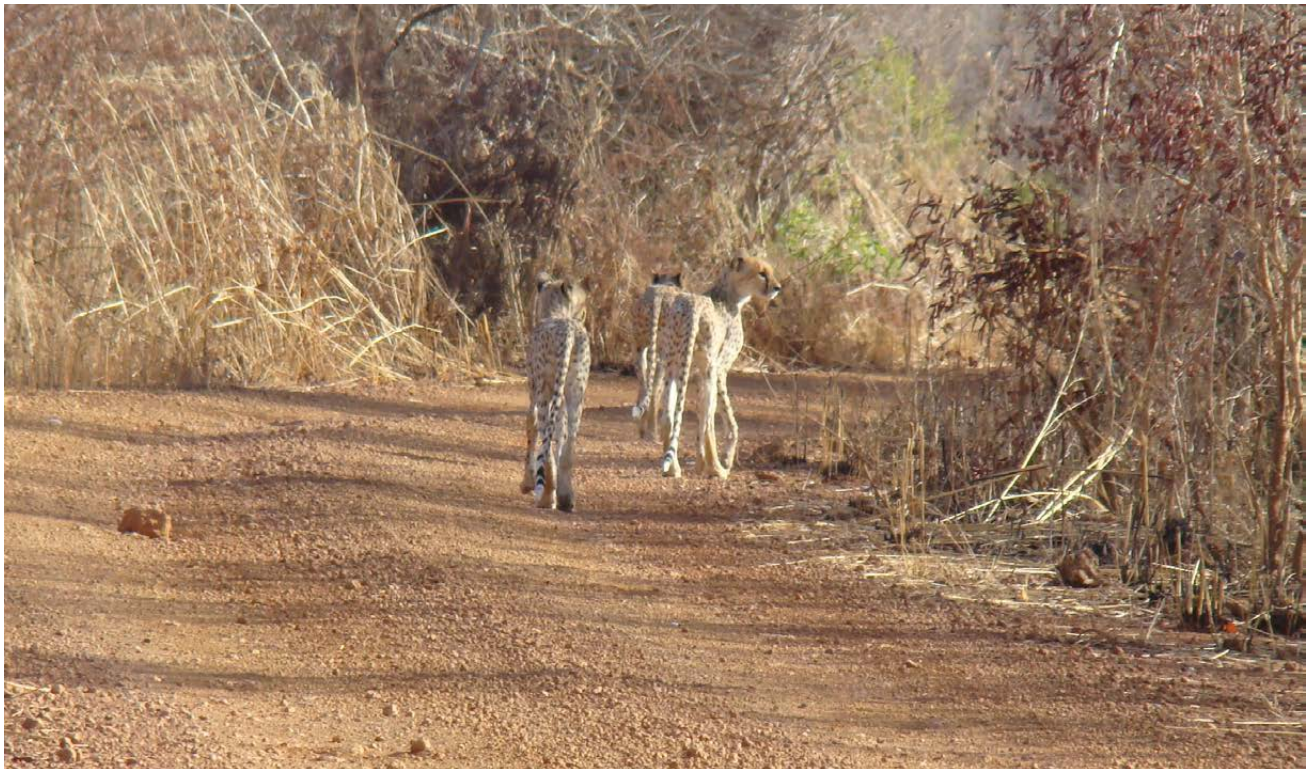
En adoptant et intégrant ces recommandations, le Niger peut s'inscrire dans la continuité des avancées actuelles afin de renforcer encore ses initiatives en matière de conservation. Une approche stratégique, inclusive et bien coordonnée non seulement aidera à sauvegarder la riche biodiversité du pays, mais favorisera également la résilience et la prospérité des communautés dont les moyens d'existence sont étroitement liés à la santé des écosystèmes naturels.

« En adoptant et intégrant ces recommandations, le Niger peut s'inscrire dans la continuité des avancées actuelles afin de renforcer encore son initiative en matière de conservation. »

L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE DE L'UICN : INTENSIFICATION DES MESURES DE CONSERVATION POUR LES ESPÈCES MENACÉES

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a pour vision « un monde juste qui valorise et conserve la nature ». Sa mission consiste à « influer, encourager et aider les sociétés du monde entier à conserver l'intégrité et la diversité de la nature et à s'assurer que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable ». En tant qu'autorité mondiale sur la conservation de la

Photo : © COGEZOH



biodiversité, l'UICN fonctionne grâce à un vaste réseau de plus de 10 000 experts en conservation des espèces qui guident l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie. Grâce à SOS, « Save Our Species » (Sauvons nos espèces), l'UICN appuie les mesures de conservation fondées sur des preuves, renforce les organisations de la société civile et aide à mettre en œuvre les politiques en matière de biodiversité qui bénéficient aux espèces, aux écosystèmes et à la population.

L'Afrique abrite certaines des espèces les plus emblématiques au monde, qui sont pourtant de plus en plus menacées, en particulier les grands carnivores comme le lion, le guépard, le léopard, le lycaon et le loup d'Éthiopie. Ces espèces sont confrontées à des menaces accrues en raison de la perte de leur habitat, du braconnage, des conflits homme-faune ainsi que du commerce illicite d'espèces sauvages. Afin de relever ces défis, l'initiative SOS African Wildlife de l'UICN a été lancée sous forme de partenariat entre l'Union européenne et l'UICN. L'initiative poursuit deux grands objectifs : renforcer les organisations de la société civile qui œuvrent à protéger la biodiversité, les espèces et les habitats et montrer l'impact des mesures de conservation sur les espèces menacées et les écosystèmes, en axant ses efforts sur les grands carnivores.

L'initiative s'articule autour de trois grands axes.

- **La conservation des espèces**, qui comprend la surveillance continue et la protection des populations d'espèces sauvages, tout en créant des conditions propices à la récupération des espèces et à la recolonisation de leur habitat indigène.
- **La protection de l'habitat**, qui améliore la gestion des aires protégées, restaure les écosystèmes dégradés et lutte contre des menaces comme le surpâturage et les espèces envahissantes.
- **L'engagement communautaire**, qui garantit la participation des communautés locales aux mesures de conservation. Si le soutien des communautés qui adoptent d'autres moyens d'existence comme l'apiculture, l'agroforesterie et l'écotourisme réduit leur dépendance aux ressources naturelles, la promotion de mesures de coexistence permet de subvenir aux besoins de ceux qui vivent à proximité de la faune.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'initiative finance des mesures de conservation qui résolvent les conflits homme-faune par le biais d'interventions communautaires, de campagnes de sensibilisation et de plans d'indemnisation. Elle lutte également contre le braconnage et le commerce illicite d'espèces sauvages via des patrouilles anti-braconnage, l'élimination des pièges et des unités de détection K9. Par ailleurs, l'initiative favorise la restauration de l'habitat par le biais du boisement, de la gestion des feux de forêt et de la planification de pâturages durables tout en renforçant l'application de la loi et la défense des politiques en vue d'améliorer la protection des espèces. Reconnaissant l'importance de la participation locale, elle mobilise activement les communautés grâce à des programmes de renforcement des compétences, des possibilités d'emploi dans la conservation et des initiatives d'éducation.

Depuis son lancement, l'initiative a octroyé des fonds par le biais de trois appels à propositions (2017, 2019 et 2021), en offrant deux types de subventions. Les subventions pour les espèces menacées soutiennent des projets à long terme en mettant en œuvre une approche programmatique pour lutter contre les menaces de conservation critiques, le financement allant de 25 000 € à 450 000 € par subvention. Les subventions d'action rapide, quant à elles, accordent des fonds pour une réponse d'urgence à court terme allant de 25 000 € à 100 000 € par subvention. Ces subventions ont joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de mesures de conservation en Afrique subsaharienne.

L'initiative SOS African Wildlife de l'UICN a octroyé 91 subventions pour un total de 10,8 millions d'euros versés à 91 organisations de la société civile, 70 % des bénéficiaires étant des organisations nationales. Cela a eu pour conséquence :

- Environ **40 millions d'hectares** d'habitats fauniques clés ont été placés sous gestion améliorée.
- **37 plans d'action** ont été élaborés ou améliorés pour une meilleure protection des espèces.
- En outre, **30 projets** ont atténué des conflits homme-faune, favorisant la coexistence entre la faune et les communautés.
- Des efforts de renforcement des compétences ont permis de former **44 510 personnes** par le biais d'ateliers et d'événements politiques, **665 665 personnes** ayant bénéficié d'un emploi direct et d'activités offrant des moyens d'existence.
- **85 % des bénéficiaires** ont signalé une amélioration des compétences organisationnelles, renforçant par là même les efforts de conservation dans toute l'Afrique.

Cette initiative a également permis d'amplifier la sensibilisation du grand public à la conservation, plus de **1 200 histoires de conservation** étant publiées sur diverses plateformes.

« L'initiative SOS African Wildlife de l'UICN renforce la société civile, protège les espèces menacées et les habitats, et rend les communautés autonomes en plaçant 40 millions d'hectares sous gestion améliorée et atteignant plus de 665 000 personnes par le biais de moyens d'existence basés sur la conservation. »

CAP SUR LE NIGER

Le Niger, situé en Afrique de l'Ouest, est un pays enclavé caractérisé par ses vastes paysages de désert du Sahara et sa riche biodiversité. L'économie de la nation est fortement tributaire de ses ressources naturelles, privilégiant le bétail et l'agriculture de subsistance. Le Niger abrite plusieurs sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, notamment la réserve naturelle nationale de l'Aïr et du Ténéré. Ces réserves font partie du Complexe W-Arly-Pendjari, qui représente le plus important continuum d'écosystèmes terrestres et aquatiques de la ceinture de savanes d'Afrique de l'Ouest. Parmi les principales aires protégées figure la réserve de Gadabédji, créée en 1955 et qui couvre 760 km2 dans le centre du Niger. Elle a été reconnue comme Réserve de Biosphère de l'UNESCO en 2017. Un autre site critique est la réserve du massif de Termit, située dans le sud-est du Niger, qui s'étend sur environ 86 215 km². Désignée comme réserve culturelle et naturelle nationale en 2012, elle comprend la totalité du massif de Termit et du désert de Tin Toumma, ce qui en fait la plus vaste aire protégée d'Afrique.

Photo : © John Newby

Les écosystèmes divers du pays soutiennent plus de 1 400 espèces de plantes, autour de 130 espèces de mammifères, ainsi que plus de 150 reptiles et amphibiens. L'avifaune du Niger comprend 528 espèces d'oiseaux, dont 15 sont considérées comme menacées mondialement. La gazelle dama est une espèce menacée remarquable. Il en reste moins de 300 individus à l'état sauvage, ce qui la classe parmi les espèces en danger critique sur la Liste rouge de l'UICN.

Malgré ces ressources naturelles riches, le Niger fait face à de sérieux défis en matière de conservation. Le désert du Sahara, qui couvre environ 65 % du pays, présente des conditions hostiles entravant la survie des espèces indigènes. Au fil des décennies, la dégradation de la biodiversité s'est accélérée en raison de facteurs comme le braconnage, la perte de l'habitat, la surexploitation des ressources et les activités humaines.

Afin de relever ces défis, l'initiative Save Our Species (SOS) African Wildlife de l'UICN a joué un rôle crucial dans l'appui aux mesures de conservation fondées sur la science menées au Niger afin de protéger les espèces menacées et leurs habitats. L'initiative SOS African Wildlife de l'UICN a octroyé au total **733 198 €** sous forme de six subventions à des organisations de la société civile au Niger. Ces efforts ont donné les résultats suivants :

1. **5,9 millions d'hectares** d'habitats d'espèces sauvages importantes ont été placés sous gestion améliorée. Trois nouvelles politiques ont été mises en œuvre pour améliorer la protection des espèces. Elles ont porté en particulier sur l'élaboration de plans d'action pour la conservation des espèces et sur l'influence des politiques gouvernementales en vue d'améliorer la protection des espèces.
2. Deux projets ont également remédié aux conflits homme-faune, en encourageant la coexistence entre la faune et les communautés locales.
3. Les efforts de renforcement des compétences ont permis de former **244 personnes** par le biais d'ateliers et d'événements politiques : au total, **13 657 personnes** impliquées dans la conservation et des activités offrant des moyens d'existence en ont bénéficié.

Le Niger, avec son alliance unique d'écosystèmes de désert et de savane, abrite une biodiversité d'une grande richesse. Les efforts de conservation continus sont essentiels pour sauvegarder ce patrimoine naturel pour les générations futures.

Plus de
1 400
espèces de plantes

Près de
130
espèces de mammifères

Plus de
150
reptiles et amphibiens

528
espèces d'oiseaux

L'INITIATIVE SOS AFRICAN WILDLIFE SUR LE TERRAIN : MESURES MISES EN PLACE AU NIGER

3.1 Préservation de la dernière population sauvage d'addax au monde (2020–2022)

Partenaire de mise en œuvre	Noé
Espèce cible	Addax (*Addax nasomaculatus*) En danger critique
Localisation du projet	Réserve naturelle nationale de Termit et Tin-Toumma (RNNTT)

PROBLÈME

La population d'addax est confrontée à de multiples menaces, notamment la dégradation de l'habitat, le braconnage et les préoccupations liées à la sécurité. Les activités industrielles comme l'extraction pétrolière, de même que les changements climatiques, ont fragmenté l'habitat de l'espèce. La chasse opportuniste continue de poser un problème épineux, alors que l'instabilité politique et la présence de groupes armés rendent d'autant plus compliqués les efforts de conservation. De plus, au Tchad, les données lacunaires demeurent un sujet de préoccupation, car on n'a enregistré aucune observation directe ou indirecte depuis 2010, malgré des preuves anecdotiques qui laissent penser à une présence sporadique. Des problèmes logistiques freinent également la surveillance continue. En effet, par son étendue et son hostilité, l'environnement désertique, qui couvre 37 000 km², rend les méthodes traditionnelles comme les relevés aériens difficiles. Le projet a subi des revers supplémentaires, notamment l'annulation des relevés aériens en raison de la COVID-19 et de risques sécuritaires. Les défaillances techniques des drones dues à des conditions météorologiques extrêmes ont rajouté un niveau de difficulté supplémentaire aux efforts de conservation.

APPROCHE

Une surveillance continue basée sur la communauté a été introduite, là où les agents locaux avaient recours à des dromadaires (méharis) pour la surveillance et la collecte de données. Cette méthode à bas coût s'est avérée efficace pour se frayer un chemin à travers le terrain désertique hostile. La collaboration avec la réserve naturelle nationale de Termit et Tin-Toumma (RNNTT) au Niger a renforcé la surveillance territoriale, garantissant le déploiement permanent d'agents de suivi.

L'engagement communautaire a joué un rôle crucial dans les efforts de conservation. Des contrats avec les communautés locales, les comités de consultation et des campagnes de sensibilisation ont souligné l'importance de la protection de l'addax. Par exemple, un « contrat de terroir » a été signé avec les communautés au puits de Sountel et trois préfets régionaux ont mobilisé les dirigeants locaux afin de défendre les mesures de conservation. Le projet a également eu recours à une approche de gestion adaptative, ce qui a permis d'ajuster les activités de manière itérative en réponse à des contraintes externes comme des menaces de sécurité et des retards logistiques.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le projet a identifié avec succès jusqu'à quatre sous-groupes d'addax au Niger, avec des localisations précises pour trois d'entre eux. On a trouvé deux groupes dans le territoire de la RNNTT ou à proximité, alors qu'un a été localisé près de la frontière avec le Tchad. La stabilisation de la population a été une autre réussite significative, avec un nombre réduit, mais stable d'individus. Fait encourageant, les observations de jeunes ont indiqué la reproduction continue, un jeune étant enregistré en 2020, six en 2021 (trois près de la frontière et trois à Tin-Toumma) et deux en 2022 à Tin-Toumma.

Par ailleurs, aucun cas récent de braconnage n'a été enregistré après les incidents initiaux qui se sont produits les six premiers mois de la mise en œuvre (mai-novembre 2020). Le projet a également renforcé les capacités de la communauté en matière de conservation par le recrutement d'agents locaux, dont sept ont été déployés au Niger et jusqu'à quatre au Tchad.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite du projet.

- L'implication de la communauté a été critique, car les agents locaux ont assuré une surveillance continue efficace malgré les problèmes de sécurité.
- Les patrouilles de méharis se sont révélées être une solution de remplacement durable aux relevés aériens traditionnels.
- Les efforts concertés avec la RNNTT et les communautés locales ont fourni un appui institutionnel essentiel et ont facilité les opérations de surveillance.
- L'adaptabilité du projet a rendu possible une gestion itérative, ce qui a permis des ajustements des méthodologies en réponse aux contraintes logistiques et politiques.

3.2 Projet de sécurisation de l'habitat des proies des grands carnivores dans le parc national du W (2020-2022)

Partenaire de mise en œuvre	Contribution à la Gestion des Zones Humides (COGEZOH)
Espèce cible	▪ Lion (*Panthera leo*) Vulnérable ▪ Guépard (*Acinonyx jubatus*) Vulnérable ▪ Hyène (*Crocuta crocuta*) Préoccupation mineure (LC) ▪ Léopard (*Panthera pardus*) Vulnérable
Localisation du projet	Parc national du W

PROBLÈME

Les conflits homme-faune constituent une menace considérable pour les grands carnivores de la région. Ces conflits s'expliquent surtout par la prédation du bétail, ce qui conduit à des carnivores tués en représailles. Une autre raison est l'utilisation non durable des ressources par les communautés locales, comme la récolte illicite de feuilles de baobab et de fourrage dans le parc. La situation s'est encore complexifiée en raison de problèmes de sécurité, notamment une attaque terroriste de grande ampleur au sein du Parc W. Celle-ci s'est soldée par la mort de deux gardes forestiers et l'enlèvement du coordinateur sur le terrain de COGEZOH, qui est toujours porté disparu. Cette attaque a rendu l'intérieur de l'aire protégée inaccessible, ce qui a eu un impact sévère sur les efforts de conservation.

APPROCHE

Afin de relever ces défis, le projet a mis en œuvre plusieurs stratégies visant à atténuer les conflits homme-faune et à favoriser la coexistence. L'engagement communautaire a été au cœur de l'approche, afin de resserrer les liens entre les communautés locales et la direction du parc par le biais d'une identification participative des problèmes et de solutions concertées. Le projet a également introduit des moyens d'existence de substitution afin de réduire la dépendance de la communauté envers les ressources du parc. On pense ici notamment à l'apiculture, la culture de feuilles de baobab dans des pépinières et la production de fourrage pour le bétail, en mettant en particulier l'accent sur les groupes vulnérables comme les femmes et les jeunes.

On a recouru à des stratégies d'atténuation des conflits afin de prévenir la prédation du bétail, notamment la construction d'enclos pour le bétail (Bomas) et le recrutement de bergers pour protéger le bétail pendant la pâture. De plus, le projet a mené des campagnes d'éducation et de sensibilisation visant à informer les communautés sur les conflits homme-faune, leurs causes et l'importance de la coexistence avec la faune.

Un système d'alerte rapide a également été établi. Il s'agit d'un réseau d'informateurs locaux dotés d'outils de collecte des données pour suivre et signaler les conflits potentiels, ce qui a permis une réponse et une

intervention rapides. Au total, 200 personnes ont été formées à la gestion de conflits. En outre, le projet a créé une base de données pour suivre les tendances en matière de conflits homme-faune, en aidant à éclairer les décisions de gestion et en fournissant des informations sur les points chauds des conflits et les stratégies d'atténuation efficaces.

Photo : © Roland Meresse

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le projet est parvenu à réduire les conflits homme-faune grâce à des mesures concrètes et une meilleure compréhension des problèmes, en particulier en limitant les conflits liés aux problèmes de bétail en raison de la prédation. Les moyens d'existence de 499 bénéficiaires directs, y compris des femmes et des jeunes, se sont améliorés alors qu'ils ont continué à récolter des feuilles de baobab et du miel et à cultiver du fourrage. Environ 4 500 personnes dans 20 villages ont tiré parti de manière indirecte de ces activités.

Le projet a également généré des résultats concrets : 3 202 l de miel, 5 791 kg de feuilles de baobab et 7 080 kg de fourrage *d'Echinochloa stagnina*. L'implication communautaire s'est accrue à mesure que la population s'est engagée indépendamment dans des activités offrant des moyens d'existence de substitution, ce qui démontre la viabilité du projet. D'autres parties prenantes ont eu recours aux stratégies employées dans le cadre du projet, comme la création de réseaux d'informateurs locaux, et les « Bomas » ont fait partie intégrante de la gestion du bétail dans la région. Par ailleurs, la Direction des aires protégées du Niger a manifesté de l'intérêt pour reproduire l'approche dans d'autres aires protégées, ce qui montre le potentiel de développement du projet.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite du projet.

- La conception participative, qui a impliqué les communautés locales dans l'identification des problèmes réels, a fait en sorte que le projet soit pertinent et favorise l'appropriation parmi les membres de la communauté.

- La diversité de l'approche thématique adoptée par le projet, qui a pris en compte plusieurs aspects des conflits homme-faune et de l'amélioration des moyens d'existence, a créé une solution holistique et efficace.
- Sa flexibilité et sa gestion adaptative ont permis des ajustements en réponse aux problèmes de sécurité et aux changements intervenant dans l'environnement, ce qui assure un succès continu malgré des circonstances imprévues.
- La surveillance continue et le signalement réguliers ont fourni des données d'expérience précieuses, ce qui a aidé à corriger l'approche et à garantir la responsabilité et l'amélioration continue.

3.3 Planification pour sauver les derniers addax sauvages (2019-2020)

Partenaire de mise en œuvre	Marwell Wildlife
Espèce cible	Addax (*Addax nasomaculatus*) En danger critique
Localisation du projet	Réserve naturelle nationale de Termit et Tin-Toumma

PROBLÈME

L'addax, en danger critique, autrefois répandu dans tout le Sahara, ne compte plus que 30 à 50 individus à l'état sauvage, concentrés au Niger. Ce déclin a été causé par la chasse illicite et la destruction de l'habitat liée aux activités d'exploration pétrolière au cours de la dernière décennie. En juin 2019, une aire protégée clé a été déclassée pour faciliter l'extraction pétrolière, ce qui a laissé l'addax sans protection. L'analyse ADN révèle que cette population sauvage restante possède une diversité génétique significative que l'on ne trouve pas dans les populations captives mondiales, ce qui rend sa préservation cruciale pour les efforts de conservation à long terme.

APPROCHE

L'équipe du projet, les experts de l'UICN et les parties prenantes ont mené une mission urgente à Niamey afin de consulter le gouvernement du Niger et d'autres acteurs clés sur la conception d'un programme d'urgence visant à protéger la population d'addax sauvages restante. Au cours de cette mission, l'équipe s'est engagée avec des parties prenantes clés, notamment le gouvernement du Niger, en particulier le ministère de l'Environnement, le ministère du Pétrole et le ministère de l'Intérieur à prendre en compte la situation critique de la population d'addax sauvages et les modifications apportées aux limites de la réserve. Suite à cela, des recommandations ont été formulées concernant des mesures de conservation immédiates et une feuille de route a été créée pour les efforts de conservation mondiaux.

Le projet a également assuré une large diffusion des conclusions et des recommandations, notamment par la traduction en chinois du rapport de mission afin d'entamer le dialogue avec la China National Petroleum Corporation (CNPC).

Photo : © GCF

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Un programme d'urgence a été élaboré pour protéger la population des derniers addax sauvages au Niger. Y figuraient des recommandations réalisables visant à sauvegarder leur habitat et à faire face aux menaces comme la chasse illicite. Par ailleurs, une feuille de route de la conservation mondiale a été établie afin de réintégrer l'addax dans son aire de répartition historique par le biais d'initiatives de réintroduction. Cette feuille de route a mis en valeur la gestion de la métapopulation dans plusieurs pays et a souligné la situation désespérée des écosystèmes désertiques comme étant un problème de conservation plus large et a attiré l'attention internationale. Afin de faciliter l'engagement avec la CNPC, le rapport a également été traduit en chinois.

Dans le cadre du projet, qui a reçu l'acceptation des recommandations de la mission, il a été possible de discuter avec le gouvernement du Niger de la situation critique de l'addax. En outre, des conseils techniques ont été apportés à la Convention sur les espèces migratrices (CMS) sur une demande de financement au gouvernement allemand (BMU), ce qui a marqué une étape majeure vers la sécurisation de ressources pour la conservation de l'addax. Les efforts du projet ont été publiquement reconnus par la publication d'articles sur le blog Crossroads de l'UICN en anglais, en français et en chinois, ce qui a permis de sensibiliser le public et d'obtenir un soutien supplémentaire pour la cause.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

La réussite de ces efforts de conservation a été subordonnée à plusieurs facteurs clés.

- Le fort engagement politique du gouvernement du Niger a joué un rôle déterminant pour rétablir les aires protégées et appliquer les lois anti-braconnage efficacement.
- La coopération transfrontière entre le Niger et le Tchad a également été essentielle pour la protection des populations migratoires, soutenue par des partenariats avec des ONG comme le Sahara Conservation Fund et Noé Conservation, qui ont apporté leur expertise en matière de surveillance écologique et de plaidoyer.
- L'engagement du secteur privé, en particulier de la société China National Petroleum Corporation opérant dans des habitats qui se superposent, a été vital. En effet, celle-ci a adopté des pratiques sensibles et contribué aux efforts de conservation en réduisant les perturbations et appuyant les mesures de protection.

3.4 Sauvetage de la dernière girafe du Niger : augmentation de la conservation, de la gestion et de la répartition en appui de la Stratégie nationale du Niger (2018-2020)

Partenaire de mise en œuvre	Giraffe Conservation Foundation
Espèce cible	Girafe du Niger (*Giraffa camelopardalis*) Vulnérable
Localisation du projet	Réserve de biosphère de Gadabédji

PROBLÈME

La girafe du Niger est l'un des grands mammifères les plus menacés au monde. Sa population comptait autour de 600 individus lorsque le projet a commencé. L'objectif principal du projet a été d'améliorer le statut de conservation de la girafe et des autres espèces menacées qui se trouvent dans l'aire de répartition de la girafe au Niger. Comme la population de girafes était limitée à la « zone girafe », il était urgent d'étendre leur aire de répartition et d'accroître leur nombre. Cependant, les efforts de déplacement ont été confrontés à de sérieux défis, notamment en matière de sécurité. Cela a nécessité une forte présence militaire et policière, ce qui a compliqué la planification logistique. En outre, le Groupe de spécialistes de la girafe et de l'okapi de la CSE de l'UICN avait été inactif, avec pour conséquence un manque de données actualisées sur le statut de la population de girafes.

APPROCHE

Le projet a mis en œuvre une série de mesures de conservation ciblées visant à accroître l'aire de répartition et le nombre de girafes. Initialement, le projet consistait à déplacer huit girafes de la « zone girafe » à la réserve de biosphère de Gadabédji. Cependant, en raison

de craintes liées à la sécurité, le nombre a été abaissé à quatre et le gouvernement a conseillé un seul trajet pour le déplacement au lieu des deux prévus. On a effectué la surveillance continue des populations de girafes dans la « zone girafe » comme dans la réserve de biosphère de Gadabédji, en intégrant des techniques de surveillance nouvelles et plus précises.

Des initiatives pédagogiques qui ont ciblé plus de 1 000 élèves ont été mises en œuvre afin de les sensibiliser à la conservation des girafes et d'obtenir un appui en la matière. Par ailleurs, des campagnes de sensibilisation ont été lancées pour améliorer la protection dans la « zone girafe » comme dans la réserve de la biosphère de Gadabédji. En appui de ces efforts, les gardes forestiers et les écogardes ont été formés à la surveillance continue, à la saisie de données et à l'analyse, avec 25 événements de formation organisés.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

La population de girafes a nettement augmenté au sein de la réserve de biosphère de Gadabédji, où ont été enregistrées les toutes premières naissances. Avant la réintroduction, la réserve abritait huit girafes du Niger et, à la suite des efforts de déplacement, quatre girafes supplémentaires ont été ajoutées. Avec les nouvelles naissances, la réserve compte désormais quinze (15) girafes, dont trois (3) girafons, et deux (2) autres girafes sont actuellement gestantes. Au cours des quatre ans qu'a duré le projet, la population mondiale de girafes du Niger a également enregistré une hausse de 15 %, passant d'environ 600 individus à près de 690.

Outre les efforts visant la girafe du Niger, le projet a contribué au succès de la réintroduction dans la réserve de biosphère de Gadabédji de la girafe du Nord, qui est une espèce menacée. Au moins vingt (20) gardes forestiers et six (6) écogardes ont pu bénéficier de formation dans la réserve de biosphère de Gadabédji. Par ailleurs, en 2018, le Groupe de

Photo : © GCF

spécialistes de la girafe et de l'okapi de la CSE de l'UICN a fait passer la girafe du Niger de la catégorie « en danger » à « vulnérable ». Les compétences de l'équipe locale au Niger, ainsi que des ONG et autorités locales chargées de la faune, ont également été nettement renforcées, ce qui confirme le rôle de la GCF comme leader de la conservation des girafes dans la région.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

La réussite du projet tient à plusieurs facteurs clés.

- La mise en œuvre stratégique de mesures de conservation ciblées, y compris le déplacement, la surveillance continue, l'éducation et les programmes de sensibilisation, a joué un rôle significatif dans ses réalisations.
- Grâce aux efforts de surveillance continue d'une équipe dédiée, les populations de girafes ont été régulièrement évaluées et protégées.
- La collaboration avec les autorités locales, les ONG et d'autres organisations a été décisive pour la réussite du projet, garantissant un large soutien et des ressources.
- L'appui communautaire a été essentiel. En effet, des campagnes d'éducation et de sensibilisation ont contribué à assurer la protection de la « zone girafe » comme de la réserve de la biosphère de Gadabédji, favorisant l'engagement local dans les efforts de conservation.

3.5 Appui à la conservation des dernières populations de girafe du Niger et de leur habitat dans les communautés rurales de Harikanassou et de Kouré (2021-2023)

Partenaire de mise en œuvre	*Contribution à la Gestion des Zones Humides* (COGEZOH)
Espèce cible	Girafe du Niger (*Giraffa camelopardalis*) Vulnérable
Localisation du projet	Communautés de Harikanassou et de Kouré

PROBLÈME

Le projet a porté sur la conservation des dernières populations de girafes en Afrique de l'Ouest, en particulier dans les communes rurales de Harikanassou et de Kouré, au Niger. Parmi les principaux défis, citons les menaces qui pèsent sur les habitats de la girafe et la nécessité d'une implication des communautés locales dans les efforts de conservation. Afin de remédier à ces problèmes, le projet a eu pour objectif d'améliorer les connaissances locales sur les girafes, de sensibiliser à l'importance de la préservation de la végétation dont dépendent les girafes et d'établir des systèmes efficaces de surveillance continue des populations de girafes.

APPROCHE

Le projet a adopté une approche à plusieurs facettes en matière de conservation, qui comprend diverses composantes visant à relever les défis mis en lumière. L'une des stratégies clés a été l'éducation à l'environnement, à savoir l'organisation d'excursions scolaires pour observer les girafes, l'élaboration et la diffusion de supports pédagogiques ainsi que la formation des enseignants à utiliser avec efficacité ces ressources. La restauration de l'habitat a également été un élément important de l'approche, en se concentrant sur la production, la plantation et l'entretien des plants d'acacia, tout en promouvant les techniques de régénération naturelle assistée (RNA) parmi les agriculteurs. L'engagement communautaire a été au cœur du projet, qui était axé sur la sensibilisation des autorités locales, des organismes administratifs et des communautés à l'importance de la conservation de la girafe. Il portait également sur la résolution de problèmes tels que les conflits homme-faune, en particulier les dommages causés par les girafes aux cultures. En outre, le projet a mis en œuvre un système de surveillance de la population, en utilisant une surveillance photographique pour suivre le nombre de girafes, en créant des albums photo pour l'identification et en enregistrant les incidents liés aux girafes.

Photo : © GCF

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le projet a obtenu plusieurs résultats clés qui ont contribué de manière significative aux efforts de conservation des girafes. Plus de 6 800 élèves et enseignants ont participé aux excursions scolaires, qui ont amélioré leur compréhension des girafes et de leur importance écologique. Au total, 10 000 exemplaires d'un manuel éducatif sur l'écologie de la girafe ont été distribués dans les écoles et 200 enseignants ont été formés à son utilisation efficace dans leurs classes. La préservation de l'habitat a également été une réussite majeure, avec 15 000 semis d'acacias plantés, faisant intervenir à la fois les communautés locales et les

enfants des écoles. Les techniques de RNA ont été mises en œuvre sur 150 hectares. Le projet a également permis de sensibiliser les autorités et les communautés locales à l'importance de la conservation des girafes. Grâce à la surveillance systématique de la population via l'identification par photo, le nombre de girafes a augmenté, passant de 194 en 2021 à 335 en 2023. De plus, les incidents liés aux girafes, en particulier les dommages infligés aux cultures, ont été systématiquement enregistrés, avec 418 cas documentés sur 22 mois.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite du projet.

- L'implication communautaire a joué un rôle crucial, les communautés, les écoles et les autorités locales ayant pris part activement aux efforts de conservation.
- Les initiatives éducatives, comme les excursions scolaires et la formation des enseignants, se sont avérées particulièrement efficaces pour sensibiliser et éveiller un sens de la responsabilité envers la conservation de la girafe.
- La collaboration avec les autorités locales, le Département national de la faune et d'autres projets de conservation, comme AdaptWap, ont encore renforcé davantage l'impact du projet.
- La mise en œuvre de solutions pratiques, comme la plantation de semis et la promotion de la RNA, a fourni des moyens concrets de lutter contre la dégradation de l'habitat et de garantir la survie à long terme des girafes dans la région.

3.6 Inversion du déclin de la faune saharienne menacée dans la réserve naturelle nationale de l'Aïr et du Ténéré (2021-2024)

Partenaire de mise en œuvre	Sahara Conservation Fund
Espèce cible	▪ Gazelle dorcas (*Gazella dorcas*) Vulnérable ▪ Mouflon à manchettes (*Ammotragus lervia*) Vulnérable ▪ Gazelle dama (*Nanger dama*) En danger critique
Localisation du projet	Réserve naturelle nationale de l'Aïr et du Ténéré

PROBLÈME

La réserve naturelle nationale de l'Aïr et du Ténéré (RNNAT) est confrontée à des défis critiques en matière de conservation, notamment le déclin des populations d'espèces menacées an raison de la dégradation de l'habitat, la compétition avec le bétail et le braconnage persistant. L'Unité de Gestion de l'Aire Protégée (UGAP) rencontrait des difficultés avec des capacités et des ressources limitées, ce qui rendait l'application de la loi et la surveillance continue difficiles. En outre, le manque d'implication

de la communauté dans les efforts de conservation exacerbait encore davantage les menaces pesant sur la biodiversité, ce qui créait un mélange complexe de pressions écologiques et socio-économiques.

APPROCHE

Le projet a recouru à une stratégie multidimensionnelle pour relever ces défis. Les efforts de renforcement des compétences ont porté principalement sur la formation de la totalité des 17 agents de l'UPAG aux techniques de surveillance continue SMART. On leur a en outre fourni du matériel essentiel, comme des bottes de patrouille et des lits de camp afin de renforcer leurs aptitudes en surveillance. L'engagement communautaire a été une composante clé : ainsi, quatre gardes communautaires ont été recrutés en appui des efforts de sensibilisation et de surveillance continue, avec une collaboration occasionnelle avec l'UPAG sur les missions de surveillance. En outre, 60 chèvres vaccinées, vermifugées et marquées ont été distribuées aux ménages vulnérables et des missions de santé itinérantes ont été menées. L'intégration technologique a joué un rôle décisif, avec le déploiement de 40 pièges photographiques pour la surveillance systématique de la faune, en particulier dans les aires de distribution connues de la gazelle dama. Une feuille de route stratégique pour la conservation de la gazelle dama a également été élaborée dans le cadre de réunions avec les parties prenantes et de processus participatifs, ce qui a favorisé une approche concertée de la planification de la conservation.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le déploiement de 40 pièges photographiques a fourni des données précieuses sur la distribution de la faune, les menaces qui pèsent sur elle et les estimations de la population, entre 20 et 30 gazelles dama ayant été identifiées. Au total, 17 patrouilles ont parcouru plus de 8 500 km, ce qui a renforcé la protection contre les activités illicites, dont cinq longues patrouilles de 10 jours, qui ont couvert 2 459 km au cours de la seconde

Photo : © GCF

partie du projet. La distribution de 60 chèvres à des ménages vulnérables a fait l'objet d'un suivi étroit, l'effectif du troupeau étant passé à 85 chèvres, ce qui a permis à des familles de recevoir des jeunes chèvres. Par ailleurs, cinq missions de santé ont été menées, au profit de 692 personnes, avec des itinéraires adaptés aux besoins des communautés, qui ont pris en compte leur dispersion et les défis saisonniers.

PRINCIPAUX FACTEURS DE RÉUSSITE

Plusieurs facteurs ont contribué à la réussite du projet.

- La collaboration étroite avec les autorités et les communautés locales a assuré un large soutien des efforts de conservation.
- L'utilisation efficace de la technologie, y compris des pièges photographiques et de la surveillance continue SMART, a nettement amélioré la collecte et l'analyse des données.
- Les initiatives de renforcement des compétences ont donné les moyens d'agir aux agents de l'UPAG et aux gardes communautaires, ce qui a renforcé leur capacité à mener avec efficacité des activités de conservation.
- Grâce à une prolongation accordée sans supplément de coût au cours de la période précédente, l'équipe a pu poursuivre ses efforts tout au long du premier trimestre 2024, ce qui a été déterminant pour atteindre les objectifs du projet.

4

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES MESURES DE CONSERVATION MENÉES AU NIGER

4.1 Approches communautaires dans les zones de conflit

Les efforts de conservation dans des régions politiquement instables, comme la région sahélo-saharienne, ont démontré que les méthodes de surveillance traditionnelles, y compris les relevés aériens et les patrouilles en véhicule, ne sont pas toujours faisables en raison des risques sécuritaires. Ces risques, conjugués à l'étendue et l'isolement des lieux, ont rendu difficile la mise en œuvre des techniques de surveillance conventionnelles. En réponse, la surveillance continue communautaire a émergé comme une solution de remplacement résiliente, rentable et durable. En employant des agents locaux pour les patrouilles à dos de dromadaires (méharis), les conservationnistes sont parvenus à assurer le suivi des espèces, à réaliser la surveillance de l'habitat et à empêcher le braconnage. L'utilisation des savoirs locaux et l'engagement des membres de la communauté ont renforcé les efforts de conservation, assurant la présence continue dans les zones critiques tout en éveillant un sens de l'appropriation et de la responsabilité parmi la population locale.

> « L'utilisation des savoirs locaux et l'engagement des membres de la communauté ont renforcé les efforts de conservation. »

L'importance et le succès de ces approches communautaires trouvent une résonance dans les expériences vécues des personnes sur le terrain :

« L'implication des agents communautaires a été la seule solution viable pour surveiller en continu les populations d'addax dans des conditions si éprouvantes », a expliqué un bénéficiaire. Ces agents sont devenus la colonne vertébrale des efforts de conservation, garantissant que les espèces en danger soient protégées dans l'adversité.

« L'absence d'incidents de braconnage ces derniers mois démontre l'efficacité de nos mesures de surveillance associées », a fait remarquer un autre bénéficiaire, qui a souligné le rôle critique de coordination entre les gardes forestiers, les agents communautaires et les parties prenantes locales.

Et un éleveur de bétail du projet de Bomas d'ajouter : *« Le projet de Bomas a transformé la sécurité du bétail dans notre communauté. Nous ne craignons plus que notre bétail soit la proie des prédateurs. »*

4.2 Un engagement à long terme améliore les résultats de la conservation

Les initiatives de conservation durable sont florissantes lorsque les communautés locales prennent part activement au processus décisionnel et à la gestion. Les projets qui accordent la priorité à l'appropriation communautaire et aux approches participatives ont systématiquement remporté un grand succès dans l'obtention d'un soutien local de la conservation. Dans le cadre du projet COGEZOH, les bergers et les agriculteurs ont joué un rôle direct dans l'identification et la mise en œuvre de solutions aux conflits homme-faune, ce qui a abouti à la hausse de l'adhésion communautaire et de la conformité aux mesures d'atténuation. L'une des stratégies clés employées a été l'utilisation de « contrats de terroir », des accords officiels entre les équipes de conservation et les communautés locales qui présentent les engagements en faveur de la protection de la biodiversité. Ces accords ont fourni un cadre structuré aux efforts de conservation, consolidant la responsabilité et renforçant une approche coopérative en matière de protection de la faune.

On observe l'impact transformateur de l'implication communautaire dans les régions comme la « zone girafe » au Niger et la réserve de biosphère de Gadabédji :

« Par la mise en œuvre de mesures de conservation ciblées comme le déplacement et la surveillance continue, associées à des initiatives pédagogiques, nous sommes parvenus à améliorer le statut général de conservation des girafes », souligne un bénéficiaire. Ne comptant que 49 individus dans les années 1990, les girafes du Niger prospèrent aujourd'hui en plus grand nombre, grâce à des interventions motivées au niveau local.

4.3 La gestion adaptative est critique dans les environnements imprévisibles

Les projets de conservation qui opèrent dans des régions en proie à de l'instabilité politique, qui subissent des menaces sur la sécurité et des problèmes logistiques, doivent rester flexibles et réactifs. La capacité à s'adapter à des problèmes imprévus a été une caractéristique distinctive des efforts de conservation couronnés de succès. Par exemple, pendant la pandémie de COVID-19, le travail de terrain et les relevés aériens ont été retardés, si bien que les équipes ont dû élaborer d'autres stratégies de surveillance continue. De même, les conditions désertiques extrêmes ont entraîné de fréquentes défaillances techniques des drones et des équipements de surveillance, ce qui a nécessité l'adoption de technologies plus fiables et résistantes aux intempéries. En outre, les menaces imprévues sur la sécurité, comme les attaques terroristes dans les aires protégées, ont nécessité des

Photo : © COGEZOH

ajustements immédiats des stratégies de conservation, notamment la relocalisation des opérations ou le renforcement des réseaux locaux de surveillance. Ces expériences soulignent l'importance du maintien d'une approche de gestion adaptative qui permet la planification itérative et la résolution de problèmes en temps réel.

4.4 Fournir des moyens d'existence de substitution réduit les conflits homme-faune

L'allègement de la pression pesant sur la faune et les habitats protégés nécessite de prendre en compte les réalités économiques des communautés locales. L'une des stratégies les plus efficaces à cet égard a été la promotion de programmes offrant des moyens d'existence de substitution qui ouvrent des opportunités économiques viables tout en conservant les ressources naturelles. Citons par exemple les initiatives comme l'apiculture et la production de miel, qui génèrent des revenus tout en maintenant un équilibre écologique. Par ailleurs, la culture de la feuille de baobab et la production durable de fourrage ont aidé les communautés à se détourner des récoltes illicites à l'intérieur des aires protégées. Ces programmes qui offrent des moyens d'existence non seulement améliorent la stabilité économique des populations locales, mais réduisent également les conflits homme-faune en diminuant la compétition autour des ressources.

4.5 Une collaboration multipartite renforce l'impact de la conservation

Le succès des projets de conservation est souvent amplifié par la collaboration avec diverses parties prenantes, notamment les agences gouvernementales, les organisations de conservation, les communautés

locales et les instituts de recherche. Lorsque ces groupes coopèrent, les efforts de conservation deviennent plus complets, mieux financés et durables. Par exemple, la Direction des aires protégées du Niger a joué un rôle crucial dans le projet COGEZOH, ce qui a facilité l'extension des initiatives de conservation aux autres aires protégées. De même, les feuilles de route de la conservation des espèces comme l'addax et la gazelle dama ont été conçues conjointement avec les partenaires nationaux et internationaux, ce qui a garanti un appui et un financement à grande échelle. La participation à des forums de conservation régionaux et mondiaux, comme les réunions du Groupe d'Intérêt Sahélo-Saharien, a encore renforcé l'impact du projet en sécurisant des ressources supplémentaires et favorisant le partage des connaissances parmi les praticiens de la conservation.

« Le succès des projets de conservation est souvent amplifié par la collaboration avec diverses parties prenantes. »

La valeur de ces partenariats est soulignée par ceux directement impliqués :

« Ce projet a accru la visibilité de notre organisation parmi les partenaires locaux et nationaux, a déclaré un bénéficiaire. Il nous a positionnés en tant qu'acteur majeur de la gestion des conflits homme-faune au Niger. »

4.6 Surveillance continue et collecte des données pour la réussite de la conservation

Le succès de la conservation à long terme dépend de la collecte des données fiables et cohérentes afin d'évaluer les populations et les conditions d'habitat des espèces, ainsi que les menaces qui pèsent sur elles. Dans de nombreux projets de conservation, il a été difficile de mesurer les avancées et d'affiner les stratégies d'intervention en raison d'un manque de données continues. Parmi les techniques de surveillance continue efficaces figurait l'utilisation de pièges photographiques, qui fournissent des informations précieuses sur la distribution et le comportement des espèces, ainsi que sur les menaces pesant sur elle. Les méthodes d'identification par photo ont été décisives dans l'estimation des tailles précises de population et du suivi des animaux individuels. En outre, les réseaux d'alerte rapide à l'initiative de la communauté ont joué un rôle central dans la surveillance en temps réel des incidents de conflits homme-faune, ce qui a permis d'apporter des réponses rapides aux menaces émergentes. Le renforcement de ces efforts de collecte des données fait que les stratégies de conservation demeurent fondées sur les preuves et adaptables à des conditions socio-politiques et environnementales changeantes.

Ces récits illustrent en quoi les efforts de conservation, loin de se limiter à sauver les espèces, visent à donner les moyens d'agir aux communautés, à favoriser la collaboration et à créer un avenir durable pour les hommes comme pour la nature.

RECOMMANDATIONS POUR LES FUTURS EFFORTS DE CONSERVATION DES ESPÈCES

- Afin de consolider les résultats de la conservation, il est conseillé **de développer les programmes de surveillance continue communautaire** en formant davantage d'agents locaux de la conservation et en formalisant les accords d'intendance communautaire, accroissant par là même l'implication de la base dans la protection de la faune.
- **Investir dans de la technologie fiable adaptée au terrain** – comme des drones résistant aux conditions météorologiques et des plateformes de collecte des données mobiles – permet une surveillance en temps réel et améliore la précision des données.
- Il est également essentiel de **consolider les partenariats multipartites** ; il s'agit de faciliter les initiatives transfrontalières et de mobiliser les acteurs du secteur privé afin de stimuler le soutien financier et logistique.
- Afin de sauvegarder les efforts pendant les périodes de troubles, il est crucial **d'élaborer des plans de prévoyance** relatifs à l'instabilité politique et aux menaces pour la sécurité, par exemple des cadres de gestion des risques et des stratégies de surveillance à distance.
- Par ailleurs, **l'amplification des programmes offrant des moyens d'existence durables**, notamment l'apiculture, l'agriculture durable et l'écotourisme, peut aider à réduire la dépendance locale en matière d'utilisation de ressources non durables.
- Finalement, **l'amélioration des cadres législatifs** et la défense de lois plus strictes en matière de protection des espèces, ainsi que les financements gouvernementaux à long terme, garantiront un soutien politique plus durable des efforts de conservation.

Photo : © GCF

CONCLUSION

Malgré les nombreux défis, les efforts de conservation menés au Niger ont généré des résultats positifs considérables. La stabilisation des populations d'addax, l'atténuation efficace des conflits homme-faune et l'expansion des programmes qui offrent des moyens d'existence de substitution démontrent que les modèles de conservation à l'initiative de la communauté sont à la fois viables et durables.

À l'avenir, il sera capital de poursuivre l'investissement dans l'engagement communautaire, les progrès technologiques, le soutien politique et les moyens d'existence durables pour assurer la survie à long terme des espèces en danger critique. Consolider les partenariats parmi les gouvernements, les ONG et les parties prenantes locales améliorera encore davantage l'impact de la conservation, générant des bienfaits socio-économiques et écologiques durables.

Ces enseignements et recommandations serviront de feuille de route aux futurs projets de conservation dans toute l'Afrique, en particulier dans les régions limitées en ressources et exposées aux conflits. En adoptant des stratégies de gestion adaptative et en favorisant la collaboration, nous pouvons protéger les espèces en danger tout en donnant les moyens d'agir aux communautés pour devenir des gardiens de la biodiversité.

« En adoptant des stratégies de gestion adaptative et en favorisant la collaboration, nous pouvons protéger les espèces en danger tout en donnant les moyens d'agir aux communautés pour devenir des gardiens de la biodiversité. »

INTERNATIONAL UNION FOR
CONSERVATION OF NATURE
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Switzerland
iucn.org

@IUCNSOS

KEEP
NATURE
STANDING